



Extrait du Elus communistes et apparentés de Vénissieux

<http://gec.venissieux.org/Conseil-de-developpement>

Conseil de développement industriel de Lyon Sud Est

- Conseil Municipal - Mandat 2014-2020 -

Date de mise en ligne : mardi 6 janvier 2009

Copyright © Elus communistes et apparentés de Vénissieux - Tous droits
réservés

La crise financière diffuse ses ondes dans toute la société, elle passe les frontières sans demander de visa, elle irradie l'ensemble de l'économie. Aux États-Unis, plus d'un demi-million de personnes ont perdu leur emploi en novembre, c'est la chute mensuelle la plus forte depuis 1974.

En France, le nombre de chômeurs est en hausse, on en compte plus de 2 millions personnes.

les grands groupes, avides de croissance financière, les entreprises, confrontées à des difficultés réelles ou profitant de l'occasion, multiplient les annonces de restructurations et de plans de licenciement pour certains déjà largement amorcé avant la crise.

La crise ne doit pas être une simple excuse pour supprimer des postes.

c'est la crise d'un système, La crise, qui saisit chacun des marchés, part de celui de la finance et de la monnaie, s'étend aux marchés internationaux et à ceux des biens et des services, commence maintenant à faire des dégâts au sein même du marché du travail.

Des annonces de fermetures provisoires ou définitives, des mesures de chômage techniques se multiplient en octobre, sous le coup du recul du marché automobile.

La production industrielle a baissé bien plus que prévu 2,7 % en octobre par rapport au mois de septembre, Il s'agit du deuxième recul consécutif, après celui de 0,8 % en septembre, et de la seconde plus forte amplitude de l'année, après la baisse de 3 % enregistrée en mai dernier. En glissement annuel, la baisse atteint 7,2 %, du jamais-vu depuis la création de la statistique en janvier 1991.

La récession est désormais palpable dans l'industrie.

Grand pourvoyeur d'emplois, l'industrie automobile accuse à elle seule un recul de 14,3 % en octobre sur le mois précédent.

Automobile, chimie, sidérurgie, habillement, , les suppressions de postes et les mesures de chômage technique annoncées en octobre et novembre,

Quelques Exemples :

Au niveau National :

ArcelorMittal annonce un plan de 1400 suppression d'emploi en France sur 9000 emploi dans le monde soit 15%.

Renault : qui annonce un plan social de 4000 « départs volontaires » en France dont 1000 dans son usine de Sandouville (Seine Maritime), et 900 emplois supplémentaires dans ses filiales.

Au niveau local :

Bosch : 31 jours de fermetures d'ici la fin de l'année pour un total de 770 salariés dans l'entreprise à Vénissieux.

Arkema : Réduction de production en décembre sur les sites de balan et St Fons :

3Trimestre 08 : CA de 1.45mds d'euros (+5.1%) et bénéfice net de 40M d'euros soit +8.1%.

Renault trucks : 90 jours de chômage partiel prévu en 2009 étalés sur l'année, cela concerne 4600 salariés sur 10300, dont 1000 sur les lignes moteurs et emboutissage de Vénissieux, sans oublié 600 intérimaires qui n'ont pas vu le renouvellement de contrat sur Vx.

Rhodia : Chomage partiel et congés obligatoires pour 400 personnes du site de Saint Fons belle-étoile.

les différentes enquêtes d'activité laissent prévoir une poursuite du mouvement dans les prochains mois, Une situation qui impose autre chose que le plan de soutien proposé par Nicolas Sarkozy

Un « plan de relance » de 26 milliards d'euros, soit à peine plus de la moitié de ce que les banques se sont vu promettre pour consolider leurs fonds propres et une somme sans comparaison avec les 320 milliards d'euros de garantie d'État pour le secteur

un plan en trompe-l'oeil

Par contre Crise ou pas le chef de l'État l'a répété : « Les grandes réformes en cours seront poursuivies jusqu'au bout.. »

le chef de l'État n'a pas souhaiter inclure dans son plan de relance la clause « augmentation salariale » Pourtant ce serait la mesure la plus efficace pour redonner ce qu'il a promis aux Français : du pouvoir d'achat.

Pouvoir d'achat défendu tout au long de sa campagne électorale quand il se proclamait le candidat du pouvoir d'achat

Ne soyons pas injuste. Nicolas Sarkozy ne pense pas qu'aux riches, à ceux qu'il a couverts de son bouclier fiscal.

Sur le pouvoir d'achat, il a annoncé une prime exceptionnelle pour les bénéficiaires des minima sociaux

200 euros promis aux ménages bénéficiant du RSA en mars 2009 seront les bienvenus dans des familles où l'on se prive de tout -
près de quatre millions de foyers agressés de tous côtés par la pauvreté.

L'autre idée cette « prime à la casse » pour inciter les familles modestes à changer de voiture ! Mille euros de reprise de l'ancien véhicule pour en acquérir un autre,
. Quelle nouveauté ? La prime à la casse avait été inventée sous le gouvernement Balladur en 1994 ; elle s'élevait alors à 5 000 francs (soit 752 euros),
quinze ans plus tard, faites le calcul avec l'inflation, nous sommes loin du compte....
La crise est grave, profonde, mais pas pour tout le monde
Au passage, il n'oublie pas d'annoncer de nouvelles exonérations de cotisations patronales pour l'embauche de salariés, jusqu'à la hauteur de 1,6 fois le SMIC. Autant dire qu'il institue une trappe à bas salaires. Quel patron voudra rémunérer davantage un travailleur s'il doit renoncer au cadeau fiscal
Des solutions existent pour délivrer l'économie réelle des logiques capitalistes. Il faudrait commencer par mettre fin au « transfert » des salaires vers les profits dans la valeur ajoutée produite en France. En 2007, cela représente 20 milliards d'euros. Pour 2008, le chiffre annoncé de 57 milliards.
La crise est grave, profonde, mais pas pour tout le monde

la priorité des priorités est la stabilisation de nos entreprises,
Il nous faut un plan ORSEC pour l'industrie : pour les PME/PMI de moins de 20 salariés.
Il faut empêcher la perte d'emplois industriels, éviter l'effondrement de notre industrie. pilier essentiel de la croissance. Il faut relancer le pouvoir d'achat des salaires, des pensions, des retraites. C'est vital !
Enfin, il faudrait se mobiliser pour relocaliser des activités industrielles, car Il n'y a pas de fatalité à la délocalisation, l'exigence de relocalisation des activités économiques relève d'un choix politique visant à recréer du territoire et réouvrir l'espace du politique, des choix.
une économie comme moyen au service des besoins humains et non plus d'une économie obéissant à la seule logique de la rentabilité, considérant le territoire comme simple lieu géographique et support d'activités dont le but est ailleurs

OUI , Vénissieux 7ème ville de Rhône-Alpes, parmi les 100 premières villes de France riche de son patrimoine industriel a toujours été un creuset formidable de la lutte ouvrière,
la mise en place d'un Conseil de développement industriel Lyon sud-est, copiloté avec le président de la Chambre de commerce et de l'industrie, , t partagé avec l'industrie, les PME/PMI et en impliquant les associations d'entreprises le service public de l'emploi les représentants des salariés, amorcé le début d'une longue bataille de l'emploi inscrite comme priorité municipale.
Il nous faut poursuivre nos actions pour développer l'emploi industriel dans les secteurs de la métallurgie, la chimie, l'agroalimentaire..., accompagner la création et le développement de nouvelles activités économiques et industrielles, renforcer la lutte contre les discriminations à l'emploi , actions qui sont les valeurs sûres d'une vraie richesse industrielle sur l'agglomération.
C'est pourquoi ce soir, Mesdames, messieurs les élus, le groupe communiste et apparenté de Vénissieux vous invite à rejoindre cette bataille.